

Interprofession : la filière bois accélère sa construction



Une équipe projet, coanimée par l'État et la CTC, va se mettre au travail pour redresser une filière qui souffre.

(Photo José Martinetti)

L'interprofession se fédère, s'organise, se met en ordre de marche. Il y a quelques jours, elle a emménagé dans ses nouveaux locaux. Un pas de plus vers sa structuration. L'occasion d'organiser une grande réunion, dans la salle polyvalente de Ponte-Leccia, juste assez vaste pour contenir tous les invités. On comptait dans les rangs des élus, des professionnels, des enseignants au lycée agricole de Sartène... Tous réunis pour faire un bilan de l'année 2014, et entendre une annonce qui a dû faire plaisir à nombre d'oreilles.

Olivier Gaujard, prescripteur de bois au sein de la profession et salarié de l'interprofession, est d'abord revenu sur le voyage dans les Alpes, en octobre dernier. Cinquante personnes étaient parties à la découverte de la certification Bois des Alpes et des projets menés

sur place. Un voyage fructueux puisque « à la suite, quatorze amendements ont été déposés dans le Padduc par trois groupes de l'Assemblée ⁽¹⁾, visant à y intégrer le développement de la filière bois et la démarche de certification Bois de Corse ».

Un plan de relance sur cinq ans

En 2014 toujours, mais au niveau national, un comité stratégique de la filière bois a été créé. Son objectif : « Mettre en place un plan de développement stratégique entre l'État et les régions, ratifié par plusieurs ministres ⁽²⁾ et les présidents de fédérations professionnelles ». Courant 2015, d'autres voyages sont prévus à Nantes, en Vendée, en Italie du nord et en Autriche, sur des thèmes comme les logements collectifs, la rénovation thermique « qui représentera dans un ave-

nir proche 90 % des chantiers », ou l'exploitation forestière. Mais revenons à l'échelle locale. Car après tout, la Corse a tout ce qu'il faut pour que la filière bois devienne un acteur majeur de l'économie insulaire. D'ailleurs, Sébastien Bruneau, président de Legnu Vivu, explique que les acteurs sont les premiers responsables de la déchéance de la filière : « Pendant longtemps, on s'est beaucoup intéressé à la forêt, mais sans s'intéresser au marché ».

À force, le marché a tourné le dos. D'où l'importance de ce qu'a annoncé Dominique Schuffenecker, sous-préfet de Corte : « Aux dernières Assises de la forêt, en novembre dernier, nous avons décidé de la création d'une équipe-projet, coanimée par l'État et la CTC. Cette équipe est en route. Je serai le représentant de l'État et quelqu'un a été nommé pour la collectivité territoriale. Cette équipe est divisée en

quatre ateliers thématiques. Nous avons désormais six mois pour mettre sur pied un plan de relance de la filière bois, sur cinq ans, dans lequel seront affichées les actions à mener, mais également le financement de ces actions. Ensuite, des décisions politiques devront être prises, par le préfet de région et le président de l'exécutif. À ce moment-là, l'équipe projet sera transformée en comité de suivi. Tous les aspects seront abordés et tout le monde sera associé. »

La copie devra être rendue en septembre et les premières réunions auront lieu dans quelques jours. Un grand pas en avant qui, souhaitons-le, fera long feu.

MoQ

mqulichini@corsematin.com

1- Fernu a Corsica, Front de Gauche et Gauche Républicaine.

2- Stéphane Le Foll (agriculture), Ségolène Royal (écologie), Emmanuel Macron (économie) et Sylvia Pinel (logement).